



Le positionnement politique de l'UDF

**Débat avec François Bayrou, Président de l'UDF
Mercredi 22 mars 2006**

Note de problématique rédigée par Nicolas Méary

L'UDF a profondément changé depuis les dix dernières années. Alliée traditionnelle de l'actuelle majorité, elle a progressivement pris ses distances depuis la constitution de l'UMP et les élections de 2002. A cette époque, l'UDF a fait le choix de n'avoir qu'une participation très limitée au gouvernement ; elle s'est parfois abstenue, voire a voté contre les projets de loi de finances ; elle n'a pas voté la confiance lors de la constitution du gouvernement Villepin ; elle a été plus virulente que le PS pour critiquer certaines décisions du gouvernement comme par exemple la privatisation des autoroutes. Tous ces éléments illustrent la volonté de François Bayrou de repositionner l'UDF comme une alternative au centre de l'échiquier politique alors qu'elle était perçue jusqu'à présent comme étant le parti le plus modéré de la droite. Cette orientation, qui pouvait susciter des réticences chez une partie des cadres et des électeurs du parti, a été largement confirmée lors du dernier congrès en janvier 2006. A cette occasion, 91% des votants ont validé la motion « l'UDF indépendante, un choix nouveau pour les Français »¹.

A l'approche des échéances électorales de 2007, cette orientation génère des interrogations. Sur le plan institutionnel et politique, existe-t-il réellement une place pour un parti centriste en France ? Quelles sont ses perspectives ? Pour quel projet ?

1. Existe-t-il réellement une place pour un parti centriste dans le paysage politique français ?

Un problème institutionnel ?

Les institutions de la V^e République et le mode de scrutin contribuent fortement à la bipolarisation de la vie politique. Le scrutin majoritaire uninominal à deux tours, « scrutin d'alliance » selon l'expression de Duverger, pour l'élection présidentielle et les élections

¹ Cette motion était la seule soumise au vote des militants après que Gilles de Robien eut renoncé à présenter un texte défendant l'appartenance à l'actuelle majorité.

législatives conduit généralement à un affrontement droite-gauche au second tour. Le premier tour est alors souvent considéré comme une sorte de primaires au sein de chacun des deux blocs. Les recommandations d'un candidat pour le second tour de scrutin indiquant de facto son appartenance à un bloc. D'ailleurs, à part Jean Lecanuet pour l'élection présidentielle de 1965², il n'y a jamais réellement eu de candidature « purement centriste » à des élections majeures. Les candidats du centre se sont toujours positionnés comme représentants d'une droite modérée.

Le premier tour de l'élection présidentielle est, sur le plan symbolique, un scrutin proportionnel. Pourtant en 2007, le phénomène de bipolarisation pourrait apparaître dès le premier tour. L'accession de Jean-Marie Le Pen au second tour en 2002 pourrait inciter une partie des électeurs à « voter utile » dès le premier tour, rendant ainsi encore plus difficile pour le candidat centriste de trouver un espace politique.

Pour les élections législatives, les « petits partis » sont sous-représentés par rapport à leur poids électoral. Même si l'introduction d'une dose de proportionnelle a plutôt la faveur de l'opinion, les deux principaux partis ont structurellement intérêt à refuser une évolution du mode de scrutin. L'UDF peut-elle conserver sa représentation parlementaire en l'absence d'accord électoral ? Avec l'UMP ?

Le mode de scrutin ne semble pas être le seul obstacle à l'existence d'un parti centriste. Même dans les pays européens où les élections législatives se font au moins partiellement à la proportionnelle (Allemagne, Espagne, Italie,...), il n'existe pas aujourd'hui de parti centriste qui arrive à la fois à s'extraire de la logique droite-gauche et à jouer un rôle déterminant dans la vie politique. La situation française présente-t-elle des particularités qui rendraient possible un tel positionnement ?

Un positionnement plus difficilement lisible pour les électeurs ?

Un des principaux obstacles est peut-être la difficulté d'avoir un positionnement lisible pour les électeurs. L'image de l'UDF est historiquement très claire sur la question de la construction européenne, mais sur la plupart des sujets politiques, il n'est pas forcément évident d'imaginer ce que serait une position « centriste ». De manière assez naturelle, sur un sujet donné, le débat conduit généralement à définir un camp « pour » et un camp « contre ». Un parti centriste a-t-il vocation à être parfois pour et parfois contre, selon l'adéquation avec ses valeurs fondamentales ? Doit-il s'efforcer de proposer systématiquement un juste milieu ou une troisième voie ? Tout ceci peut contribuer à une certaine confusion des électeurs. La tâche est particulièrement ardue dans l'opposition. Si la bipolarisation actuelle de la vie politique radicalise les discours préélectorales, l'exercice des responsabilités a plutôt tendance à rapprocher du centre. Il est alors particulièrement difficile d'exprimer une critique mesurée. La volonté de « dépasser les dogmatismes » ne se heurte-t-elle pas à la nécessité d'être audible ?

² Il recueillit 15,6% des voix au premier tour derrière Charles de Gaulle (44,7%) et François Mitterrand (31,8%).

2. Quelles perspectives ?

L'enjeu principal pour l'UDF est évidemment d'arriver à convaincre les électeurs qu'une ligne centriste est à la fois pertinente et possible. Le cadre institutionnel et la nécessité d'être lisible semblent rendre cette tâche plus difficile que pour un parti de droite ou de gauche. Quels autres éléments pourraient contribuer à l'existence durable d'un parti centriste autonome ?

L'UDF peut-elle être le parti de la contestation modérée ?

Depuis 1981, aucune majorité n'a été reconduite. La crise de confiance actuelle des Français à l'égard des partis politiques, une volonté certaine de changement, les inquiétudes en général et face à la mondialisation en particulier, tous ces éléments conduisent les électeurs à privilégier l'alternance et augmentent l'audience politique des extrêmes. L'UDF peut-elle être le réceptacle de cette volonté de changement, peut-elle représenter une forme de contestation modérée ? A cet égard l'exemple britannique est particulièrement intéressant. Les Lib Dems ont eu de bons résultats aux dernières élections³. Ils ont bénéficié de l'usure du New Labour après deux mandats, de l'intervention en Irak alors que l'opinion était très largement contre et de l'incapacité des Tories à organiser une alternative crédible.

La situation en France aujourd'hui semble pourtant moins favorable pour au moins trois raisons.

- « L'offre politique de contestation » est beaucoup plus large qu'en Grande-Bretagne.
- De par son histoire, l'UDF est plus associée aux partis de gouvernement actuels, aux yeux de l'opinion elle semble peut-être moins légitime comme expression d'une volonté de changement.
- D'autres personnalités politiques, par exemple Nicolas Sarkozy, cherchent à s'approprier le thème de la rupture.

Une reconfiguration du paysage politique français ?

Le repositionnement de l'UDF est-il la première étape d'un rassemblement du centre-droit et du centre-gauche ? Depuis la tentative d'ouverture vers le centre de Michel Rocard, la question est régulièrement évoquée depuis une vingtaine d'année. Néanmoins, l'importance d'un parti structuré dans la vie politique, notamment dans la perspective de l'élection présidentielle conduit à une certaine stabilité. Ainsi, après le non au référendum sur la constitution européenne, le Parti Socialiste paraissait proche de la rupture. Les conditions pouvaient sembler favorables, mais le pragmatisme et la perspective des élections ont maintenu l'unité du parti. Est-ce qu'une alliance avec une partie de la gauche est envisageable pour l'UDF ?

Une structuration du paysage politique européen ?

La constitution du groupe Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe (ADLE), autour principalement des Lib-Dems britanniques, de la Margherita italienne et de l'UDF a donné naissance à la troisième force politique au sein du parlement européen. Sur le moyen terme, est-ce que l'émergence de partis politiques européens faciliterait l'installation durable de partis centristes pro-européens dans les paysages politiques nationaux ?

³ 30% des voix aux municipales de 2003 et 22% des voix aux législatives en 2005.

3. Pour quel projet ?

En quoi le projet présenté aux Français en 2007 exprimera-t-il une vision différente ? Sur le plan des propositions concrètes, comment l'UDF se distingue-t-elle du PS et de l'UMP ?

L'axe droite-gauche est parfois considéré comme trop réducteur pour représenter le paysage politique français. Pour rendre compte de la diversité des positionnements, il semble utile de considérer au moins trois dimensions :

- L'axe « économique » qui oppose schématiquement libéralisme et socialisme. Le plus proche de l'axe droite-gauche classique.
- L'axe « société » qui intègre à la fois les questions sociétales et les questions de « lien social » (intégration, communautarisme, ascenseur social, ...)
- L'axe « international » qui traduit la position à l'égard des principaux enjeux liés à l'ouverture vers les autres pays (construction européenne, mondialisation)

Dans un horizon de temps limité, il n'est évidemment pas possible d'aborder tous les thèmes politiques actuels. Nous avons proposé à François Bayrou de s'exprimer brièvement sur un aspect de chacun des thèmes ci-dessus.

Question « Economique » : Comment lutter contre le chômage ? Est-ce que cela passe par une réforme du droit du travail ?

Question « Société » : Quelles réponses apporter à la crise des banlieues ?

Question « Internationale » : Comment relancer la construction européenne après l'échec du référendum ?